

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ET LA DOCTRINE SOCIALISTE

Le Parti socialiste français aura été le dernier, parmi les partis socialistes européens, à faire sa mue idéologique.

Il vient de rendre publique une déclaration de principe, à soumettre pour adoption au congrès qui doit se tenir le 14 juin 2008.

Dans cette déclaration, le Parti socialiste français souligne qu'il n'est plus «un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange», comme il le déclarait en 1905.

De même, le PS n'est plus «un parti essentiellement révolutionnaire... qui a pour but... d'abolir les classes sociales» (déclaration de 1946).

Rappelons aussi qu'en 1969 le PS français estimait «qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste» et que le but final est «non d'aménager un système mais de lui en substituer un autre».

Le Parti socialiste français a été depuis sa création un parti anticapitaliste, un parti révolutionnaire et les évolutions doctrinales et idéologiques ont été marginales.

Ce n'est qu'en 1990, au lendemain de la chute du Mur de Berlin, que cet enthousiasme révolutionnaire est tempéré pour ne pas dire mis au placard, puisque la déclaration adoptée à cette date soulignait que «le parti de rassemblement, le PS, met le réformisme au service des espérances révolutionnaires... La faillite des sociétés bureaucratiques ne doit pas faire oublier que le capitalisme produit des inégalités». Notons

les notions de réformisme et l'expression faillite des sociétés bureaucratiques (comprendre les anciens pays socialistes). Et pour la première fois, le PS se dit «favorable à une société mixte» reconnaissant «les règles du marché».

Dans sa récente déclaration de principe, rendue publique mardi 22 avril (voir *Le Monde* du 22/04/2008), le Parti socialiste français assume pleinement sa nature social-démocrate, «réformiste» ainsi que sa volonté «d'exprimer l'intérêt général du peuple français», conscient que «la transformation sociale radicale... ne se décrète pas» et qu'il est prêt à «changer la vie par la loi et le contrat».

Finie le «grand soir», finie la rupture révolutionnaire, finie la lutte de classes. Le texte publié établit l'obligation de «garantir pour tous la sécurité des personnes et des biens, sans laquelle il n'y a pas de liberté réelle». La nation est définie «comme un contrat entre citoyens libres et responsables».

Ainsi avec ces «correctifs» de la doctrine du PS français, le socialisme universellement admis aujourd'hui devient «économie de marché, démocratie sociale, citoyenneté, protection sociale et solidarité».

Dans le domaine économique, l'article 6 de la déclaration de principe du PS affirme : «Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique ainsi que par les partenaires

sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale».

On se met à rêver d'un tel système économique pour l'Algérie.

Surtout lorsqu'on lit aussi dans la déclaration du PS : «La régulation... est un rôle majeur de l'Etat pour concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale».

Et voilà formulé le triptyque qui devrait inspirer un projet pour l'Algérie :

- Economie de marché
- Démocratie
- Cohésion sociale.

Le modèle économique à construire est défini dans l'article 07 de la déclaration : «Un modèle de développement durable qui conjugue la croissance, l'innovation technologique, l'impératif écologique, la création d'emplois, la protection sociale.» Travailler à rendre compatibles ces objectifs est assurément une aventure qui vaut d'être lancée en Algérie, pays où le combat pour l'Etat social est inscrit dans l'histoire du mouvement national.

Cet Etat social, qui «privilégie d'abord l'investissement productif au détriment de la rente, assure une protection contre les risques sociaux ; repose sur une redistribution assumée». Ici aussi, beau programme pour l'Algérie. Et enfin «l'Etat moderne doit être un Etat qui investit et émancipe en privilégiant l'éducation, la



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

recherche, l'innovation, la culture».

Comme on peut le constater, la mondialisation de l'économie a eu raison des dernières velléités de placer le social avant l'économique. Les socialistes français reconnaissent déjà lors de leur dernière campagne présidentielle qu'ils «savaient redistribuer, mais qu'ils ne savaient pas produire». Sans renier l'Etat social, ils reconnaissent la nécessité du combat de la compétitivité, celui du calcul économique. Mais comment concilier Etat social et compétitivité économique, croissance de l'entreprise et redistribution ? Bien évidemment, il ne peut y avoir ici que «des solutions concrètes à des situations concrètes».

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



LE COME-BACK DE LA MAIN DE L'ÉTRANGER !

Congrès du MSP. De Soltani ou de Menasra, qui l'emportera ?

Ouyahia !

Je me disais bien que ce n'était pas normal. Il me semblait bien que quelque chose clochait. Je voyais bien qu'il y avait une anomalie. J'avais conscience qu'au fond, un truc avait déconné dans le fonctionnement de la machine. Jusqu'à ce que tout rentrât dans l'ordre hier à 13 heures, aux infos de la radio nationale : Ould Kablia, ministre délégué de son état (et pas du mien) remettait les pendules à l'heure. Les émeutes de Chlef sont le fait de manœuvres sournoises de la main de l'étranger. Voilà qui me rassure ! Voilà qui est plus conforme à la norme Iso9001 de gouvernance. Et voilà surtout qui me reconforte sur l'état de santé de cette sacrée bonne vieille main de l'étranger. C'est que je commençais à m'inquiéter sérieusement après sa disparition de notre paysage. Lors de deux émeutes récentes, celle de Berriane et celle de Gdyl, je m'étais étonné à voix haute que la main de l'étranger n'ait pas

été impliquée dans ces troubles. Rien ! Pas un doigt de la main de l'étranger dans cette affaire. Aucun de nos avisés responsables ne l'avait sortie de son tiroir pour nous l'agiter sous le nez. Pas un titre de la presse «exemplaire» pour stigmatiser le complot ourdi de l'extérieur. Ce en devenait hautement suspect. Limite insupportable pour nous qui avons été nourris de main de l'étranger jusqu'à la nausée. C'est pour cela que je trouve vachement salutaire l'intervention de Ould Kablia. Elle recadre les choses. Elle resitue mieux les enjeux : s'il y a des émeutes, ce n'est pas parce que le régime est nul dans sa manière de gérer le pays, mais c'est plutôt parce que des forces extérieures, des ennemis étrangers jaloux de l'Algérie tentent par tous les moyens de la déstabiliser. Ouf ! J'avais cru un instant, le temps de Berriane et de Gdyl qu'on nous avait changé nos dirigeants. Avec Chlef, je suis définitivement rassuré. Ils sont toujours là ! Dans toute leur splendeur. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.